



Islam pour mémoire est d'abord un voyage dans l'espace : d'Espagne en Iran, du Maroc à Jérusalem et aux Emirats. Voyage aussi dans le temps, à l'écoute des savants, théologiens, poètes qui ont construit, depuis le plus haut moyen Age, une riche culture musulmane.

C'est en même temps un film déclenché par une émission de radio de France-Culture, *Cultures d'Islam*, et un hommage à son auteur disparu en 2014 : Abdelwahab Meddeb, philosophe tunisien, érudit et humaniste, ami de Mahmoud Darwich et de Benjamin Stora.

L'Occident tient de plus en plus l'Islam comme une religion d'exclus, entend le partage au sens de division et non plus de mise en commun, s'épouvante du terrorisme islamique, patauge dans l'amalgame, reste indifférent aux révolutions dites du printemps arabe et vote chez lui pour les extrêmes droites. Comment en est-on arrivé là ? Meddeb propose une solution, celle de la connaissance, celle qu'il a assidûment enseignée toute sa vie. Il faut étudier l'Islam rationaliste et progressiste du moyen Age et des Lumières ; rappeler que les premiers traités d'optique et l'invention de la perspective viennent de l'Irak médiéval; relire Goethe qui disait son admiration pour le poète persan Hâfêz, qui glorifiait le vin et l'amour charnel ; ouvrir les anciennes mosquées à toutes les religions au lieu de les réserver au culte catholique, comme à Cordoue, ou de les couper en deux, mosquée et synagogue, comme à Hébron.

Idéalisme, dira-t-on : soit. Incomplet, certes, le film n'évoque ni l'Algérie de la colonisation, ni la Syrie de la guerre ; partiel et partial dans ses réponses, peut-être.

Mais très utile panorama d'un monde à la fois obsédant et méconnu, en même temps que bel hommage à la passion de paix et de culture d'un penseur disparu.

Corporate de Nicolas Silhol

Pour réaliser son premier long-métrage, avec son scénariste Nicolas Fleureau, le réalisateur a analysé des fonctionnements d'entreprises, assisté à des stages de formations de DRH,



s'est entretenu avec des inspecteurs du travail, après avoir découvert « qu'un certain système de "management par la terreur" pouvait réellement détruire des vies et des individus », suite à la vague de suicides chez France Telecom où il fut particulièrement choqué par « le cynisme du PDG déclarant qu'il fallait mettre un terme à cette "mode du suicide"... comme si c'était ceux qui souffrent qui étaient responsables... »

« Corporate » associe la rigueur et la précision de l'investigation documentaire à la force émotionnelle de la fiction, sur un sujet sensible qui affecte, à des degrés divers (stress, harcèlement moral, souffrances psychiques, 'burn out'...) des millions de salariés et leurs proches.

Théâtre : Je reviens de la vérité De Charlotte Delbo mise en scène Agnès braunschweig



Trois comédiennes sur le plateau portent la parole des deux cent-trente femmes du convoi du 25 janvier 1943, dont quarante-neuf reviendront, celle, aussi, de centaines de milliers de résistantes déportées et d'autres femmes exterminées.

À trois, elles forment un véritable collectif dont chacune porte un personnage de prédilection qui a son histoire, sa continuité, et aussi, à un autre moment, toutes les autres. Mais ces « autres » ne sont jamais une masse : d'un trait, d'un mot, les comédiennes font le travail inverse de celui du camp : redonner une individualité à ces femmes, ne fût-ce que pour un instant de théâtre. Ce qui donne sa valeur politique et morale à leur beau travail.

LES EMISSIONS SUR RADIO LIBERTAIRE 89.4 FM

Chaque mois, une section de la Ligue des Droits de l'Homme est invitée à construire une émission de deux heures, diffusée le vendredi dans le cadre de "L'invité du vendredi" de 19h à 21h. Radio Libertaire stocke maintenant ses émissions en MP3 sur son site, à l'adresse:

<http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>



Attention ! prochaine réunion jeudi 6 juillet

Point sur les premières mesures législatives
suivi d'un pot convivial

à 20 h à la Maison des Associations,
11 rue Caillaux - 75013 - M° Maison Blanche

RESF

Permanences:
tous les samedis de 10h à 12h
les 2ème et 4ème sur rendez-vous mercredis de 15h à 17h à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013
contact : jvaudenay@gmail.com

Groupe Etudiants:

contact :
Hadrien : hadrien-12@live.fr

Ligueurs au prétoire:

Contacts :
Alice Bertin
alicebertin@orange.fr
01 42 72 55 35
06 76 74 81 71
Sylvie Clavel
sylvie.clavel99@gmail.com

Diffusion des tracts:

Actuellement :
marchés Blanqui - Mouffetard et Maison Blanche, le dimanche matin, et d'autres, selon actualité et disponibilités - autres lieux selon les contenus traités
Contact : Germaine Grinspan - saxifrage5@orange.fr

Permanence d'aide et d'information juridique des étrangers:

le samedi matin de 10h à 12h à la Maison des Associations, 11 rue Caillaux - 75013
contact : Jules-mathieu Meunier
julesm.meunier@yahoo.fr
06 41 67 35 06

Permanence étudiants étrangers (RUSF/LDH)

vendredi de 17h30 à 19h30 en salle B903, au 9e étage dans le centre PMF. 90, rue de Tolbiac, 75013.
rusparis1@gmx.fr

Actualités

de la section Paris 5ème - 13ème



n° 69 - juin 2017

ELECTIONS LEGISLATIVES :

Le questionnaire aux candidats :

Faute d'avoir pu obtenir toutes les adresses des candidats nous n'avons pu envoyer notre questionnaire à TOUS les candidats, mais nous en avons envoyé une douzaine, par mail ou par contact facebook.

A l'heure où « nous mettons sous presse » nous avons reçu des réponses de La France Insoumise, Europe Ecologie les Verts, #MaVoix, Nouvelle Donne, et du Parti Animaliste.

Seuls EELV et FI ont répondu point par point à nos questions. #MaVoix a répondu de manière globale sur le sens de sa démarche : consultation des citoyens et prise de positions des députés reflétant les réponses des citoyens. Le Parti Animaliste a précisé qu'il ne s'exprimait que sur les questions en rapport avec la cause animale. Nouvelle Donne a fait part de son étonnement devant un questionnaire qui suppose des candidats omniscients, alors que la concertation avec les citoyens et les associations est la base de sa démarche ; ils proposent de nous rencontrer après les législatives.

Si vous souhaitez avoir le détail des réponses que nous avons reçues, merci d'envoyer un mail à

« jvaudenay@wanadoo.fr » .

Communique LDH

Si ce que révèle le quotidien *Le Monde* est exact, le gouvernement entend introduire dans le droit commun des mesures comme l'assignation à résidence, la pose de bracelets électroniques ou les perquisitions administratives, sous la seule décision d'un préfet.

De telles mesures piétineraient les libertés individuelles et collectives et nous feraient basculer dans un autoritarisme d'Etat. A défaut de sortir de l'état d'urgence, la France entrerait durablement dans un régime d'exception.

Loin de ne concerner que les actes de terrorisme, ces mesures s'appliqueraient indifféremment à une large gamme de délits. Chacun pourrait alors être victime de cet arbitraire. Aujourd'hui déjà, nous voyons des dispositions inscrites dans l'état d'urgence utilisées contre des militants associatifs, syndicaux ou politiques.

Que ce délirant cocktail liberticide, qui s'ajoute à une jurisprudence désastreuse et aux lois déjà votées, ait pu s'écrire dans les bureaux d'un ministère et être approuvé par les plus hautes autorités de l'Etat laisse à penser qu'elles entendent pratiquer une démocratie soumise plutôt que de respecter les règles de l'Etat de droit.

A la veille des élections législatives, La Ligue des droits de l'Homme appelle les électeurs et les électrices à tenir compte des projets du gouvernement et du président de la République dans leurs choix.

Paris, le 7 juin 2017

UN MESSAGE DE LA PLATEFORME « EN FINIR AVEC LES CONTROLES AU FACIES »

Considérant que des millions de citoyens attendent des futurs législateurs qu'ils encadrent enfin de manière beaucoup plus restrictive les contrôles d'identité, les membres de la plateforme « En finir avec les contrôles au faciès » adressent aux candidats une lettre leur demandant de communiquer leurs initiatives sur ce sujet.

Puisque cette lutte est la lutte de tous, la plateforme met également à disposition des citoyens un modèle de formulaire personnalisable à adresser aux candidats de leur circonscription. Pour y participer, il suffit de se rendre sur le site enfiniraveclescontrolesaufacies.org et de se diriger dans la rubrique « Agir ».

La plateforme invite enfin toute personne ayant reçu une réponse ou disposant d'informations concernant les positionnements des candidats sur ce sujet à les lui communiquer à l'adresse suivante : plateforme@enfiniraveclescontrolesaufacies.org

Le succès de cette cause dépend de l'engagement de chacun !!

LE CONGRES :

La préparation en section

Lors des réunions préparatoires de la section au congrès de 2017, les militant-e-s présent-e-s, se sont accordé-e-s sur le fait qu'il leur était impossible d'approuver la résolution sur la démocratie, et qu'ils voteraient donc contre lors du congrès, tout en expliquant leur position (voir texte ci-dessous).

Texte de rejet voté par la section 5/13 de Paris concernant le projet de résolution « Vive la démocratie »

La section PARIS 5/13 aurait souhaité un texte plus court, plus clair et plus combatif, véritablement à la hauteur des enjeux actuels et à venir de la démocratie et de ses élargissements, tant en France qu'en Europe et même dans le monde. Elle a ainsi rencontré les plus grandes difficultés à amender un texte dont certes on ne peut qu'approuver la teneur globale mais qui, trop long et délayé, fréquemment redondant et trop souvent jargonnant ne répond pas à la netteté et à l'efficacité attendues d'une résolution qui doit répondre aux dangers que court actuellement la démocratie. En effet, la démocratie est et reste un combat.

La section LDH Paris 5-13, réunie les 11 et 18 mai a donc majoritairement rejeté la résolution n° 1 en l'état et invite le Comité central à reformuler son projet de résolution « Vive la démocratie », de façon plus courte, plus compréhensible, et plus combative

ELECTIONS DES MEMBRES DU CC DE LA LDH - « billet d'humeur » - Jocelyne Vaudenay

40 candidats pour 27 places (ça se bouscule !) il fallait donc choisir. Sur quels critères ? l'équilibre entre Paris et les régions, entre les hommes et les femmes, entre les anciens et les nouveaux, entre les jeunes et les vieux etc. ?

Heureusement il y a les « biographies » pense-t-on. Et là, grosse déception : on espérait une description simple des projets des candidats, de ce qu'ils pensent pouvoir apporter au fonctionnement du Comité Central, mais peu de candidats ont élaboré les raisons de leur désir de participer à l'action du CC, et le contenu du rôle qu'ils espèrent tenir dans l'instance dirigeante de la LDH. Instance éminemment politique pour l'association. Etonnant !

Le, la, militant-e de base en est donc réduit-e à revenir aux critères énumérés ci-dessus, il, elle, se fait des tableaux, calcule combien de temps celui-ci ou celle-là a déjà passé au CC, compare les assiduités ... etc.

On pourrait faire mieux la prochaine fois ?

A Grenoble pendant le congrès



GRENOBLE 2017, LA LDH EN CONGRÈS, VENT DEBOUT POUR LA DÉFENSE DES DROITS ET DES LIBERTÉS

Résolution d'urgence

Législatives 2017, voter pour les droits et les libertés

Les élections législatives à venir sont essentielles car elles définiront une majorité en charge de la politique de la nation. C'est, en effet, au prochain gouvernement qu'il appartiendra de définir et d'appliquer ce qui façonnera la vie de la France durant les cinq prochaines années.

La LDH entend ici rappeler ce qui, selon elle, doit éclairer le choix des électrices et des électeurs.

Bien que largement battues, les idées de l'extrême droite ont été présentes, pour la deuxième fois de ce siècle, au second tour. Ceci a été facilité par l'adhésion plus ou moins avérée d'une partie des partis politiques dits « républicains » aux thématiques du Front national, qui s'est vu ainsi conférer une forme de crédibilité qu'il n'aurait jamais dû obtenir.

Notre refus de considérer qu'un dialogue est possible avec le Front national et son idéologie reste absolu. Aucune voix ne doit se porter sur les candidat-e-s de ce parti mais aussi

sur tou-te-s les candidat-e-s qui véhiculent les mêmes thématiques, sous couvert d'une autre investiture.

Les 10,6 millions d'électeurs et d'électrices qui ont apporté leurs voix à cette organisation témoignent de l'incapacité des partis politiques, anciens comme nouveaux, de répondre aux aspirations et aux inquiétudes de beaucoup d'entre nous.

Y répondre est une nécessité si nous voulons une société plus libre, plus solidaire, ainsi qu'une démocratie plus forte. Nos institutions étouffent la vie démocratique et doivent être profondément réformées. L'accession aux responsabilités politiques et la parité dans leur exercice doivent conduire à mettre fin au cumul et à la répétition sans fin des mandats. Le rôle délibératif du Parlement doit être rétabli et l'autorité judiciaire, gardienne des libertés, doit retrouver le plein exercice de ses compétences. La composition, le mode de nomination et de fonctionnement des contre-pouvoirs et les instances de contrôle doivent échapper aux intérêts partisans.

La protection des libertés individuelles et collectives est un impératif démocratique. Les politiques menées en ce domaine depuis bientôt quarante ans, le renforcement, sans contrôle réel, des pouvoirs de l'Etat, la perpétuation annoncée de l'état d'urgence et l'inscription dans la loi d'un droit de plus en plus d'exception bouleversent jusqu'au fondement de l'Etat de droit, sans pour autant faire preuve d'une plus grande efficacité dans la lutte contre le terrorisme.

Les migrants et les réfugiés n'ont pas à supporter les conséquences de la démagogie de certains et de la peur des autres. Accueillir les réfugiés est un devoir d'humanité. Cesser de persécuter celles et ceux qui leur apportent aide et assistance et adopter une politique d'accueil des migrants sont une nécessité, non seulement en France mais aussi en Europe.

Le chômage n'est pas la conséquence des droits sociaux reconnus, après de nombreuses luttes, aux salariés. Si une réforme doit être faite, elle ne peut faire l'économie du dialogue social, elle ne peut passer par la diminution des garanties sociales existantes et par la précarisation croissante du travail, singulièrement dans les secteurs dits de nouvelle économie.

Reconnaître l'égalité des droits pour tous, c'est lutter contre toutes les formes de discrimination et de racisme. C'est notamment refuser de stigmatiser, dans le discours public comme dans les pratiques quotidiennes, une partie de la population en raison de sa confession ou de son origine. C'est réaffirmer une laïcité qui n'a pas besoin d'adjectif mais qui s'applique aux institutions de la République et non aux hommes et aux femmes qui y vivent. L'égalité des droits, c'est aussi répondre aux besoins de tous les territoires de bénéficier des mêmes services publics et des mêmes moyens.

Enfin, notre pays doit s'interroger sur l'Europe qu'il veut. Celle-ci ne représente plus l'espoir qu'elle a porté parce qu'elle dénie une réelle citoyenneté aux peuples qui y adhèrent, et parce qu'elle n'a cessé de privilégier un libéralisme qui ignore les droits économiques et sociaux. L'Europe doit bénéficier d'institutions réellement démocratiques et retrouver son rôle au service des hommes et des femmes de ce continent.

C'est en ayant à l'esprit ces principes et ces préoccupations que nous appelons les électrices et les électeurs à se déterminer. Ils, elles, détiennent entre leurs mains le pouvoir de faire changer les choses et d'imposer leur volonté d'une société plus libre, plus égale, et plus fraternelle.

Adoptée le 5 juin 2017

Pour : 269 ; contre : 0 ; abstentions : 27

<http://www.ldh-france.org/grenoble-2017-ldh-en-congres-vent-debout-defense-droits-libertes/>

Suite au 89^e Congrès annuel de la LDH, vous trouverez sur le site internet, rubrique TEXTES DE LA LDH, les outils suivants :

[le rapport annuel](#), [le rapport d'activité du service juridique](#), [les rapports des régions](#) de l'association.

Ainsi que dans la rubrique DISCRIMINATIONS : [l'abécédaire des discriminations](#).



Suite au renouvellement du Comité central, la LdH a un nouveau président, Malik SALEMKOUR.

Né le 26 juillet 1966, Malik Salemkour est adhérent de la LdH depuis 1989. Il en connaît toutes les instances. D'abord président de la section d'Ivry (1990-1994), puis de la fédération du Val de marne (1992-1995), il a été élu au Comité central de 1996 à 2003, puis de 2005 à 2012.

Depuis 2016 il a repris l'animation du groupe de travail "Rom". Il est cofondateur du collectif (en 2000) Romeurope droits de l'Homme où il représente actuellement la LdH.

<https://www.facebook.com/salemkour.malik>

COLLECTIF ETAT D'URGENCE

Une réunion s'est tenue le 22 mai 2017, à laquelle étaient représentés l' UL-CGT Paris 13^{ème}, la LDH Paris5-13, la CNT 13^{ème} UL, le MRAP, AFPS-Paris Sud UJFP, le PCF, la Cimade Gobelins, Ensemble.

Il a été décidé d'interpeller les collectifs nationaux « Stop à l'état d'urgence » et « Nous ne céderons pas » qui semblent en sommeil depuis septembre 2016.

Du point de vue législatif on avait en mémoire que l'état d'urgence serait automatiquement annulé en cas de changement de gouvernement : plus précisément il devient caduque dans un délai de 15j suivant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Il y a aura donc vérification de ce point d'ordre législatif.

La période électorale pourrait ne pas être favorable à des actions contre l'état d'urgence, mais c'est aussi le moment de ne pas lâcher le terrain : Il est particulièrement dangereux pour la démocratie et particulièrement dans le contexte actuel des questions sur le travail. Il est décidé de poursuivre sans délai l'action du collectif 5-13 contre l'état d'urgence et en tous lieux, réunions, entreprises et lieux de travail tout particulièrement. Il est convenu qu'il ne faut pas différer après les élections la poursuite du travail de sensibilisation des citoyens et des candidats. outre l'affichage et la diffusion d'un tract il est décidé de faire porter par des élus actuels un vœu aux conseils municipaux respectifs des 13^{ème} et 5^{ème} arr., en vue de faire porter la question au Conseil de Paris.

Concrètement, un tract sera distribué, diffusé, le plus largement possible, appelant entre autres à une mobilisation devant nos mairies.

- 19 juin à 17h30 devant la mairie du 5^{ème} (Conseil d'arrondissement à 18h)

- 20 juin à 18h devant la mairie du 13^{ème} (conseil d'arrondissement à 18h30)

Et en présence de la banderole « sortir de l'état d'urgence »

Les nouveaux élus de gauche seront contactés pour obtenir leur soutien pour le vote du vœu de sortie de l'état d'urgence.

Les appels à mobilisation seront envoyés régulièrement par mail aux militants de notre section. Nous comptons sur vous.

Pour compléter notre information :

Karine Roudier, Albane Geslin, David-André Camous, *L'état d'urgence*, collection A savoir, éd. Dalloz, 2016, 3€.

Et aussi :

L'état d'urgence de l'exception à la banalisation, sous la direction de Jean-Louis Halpérin, Stéphanie Hennette-Vauchez et Eric Millard -

AGENDA :

- samedi 10 juin Amoureux au banc public nous invitent à célébrer la mixité et la diversité culturelles à l'occasion de l'événement international du Loving Day.

- samedi 10 juin à 18h30 RV porte de La Chapelle : Manifestation contre la guerre aux pauvres, contre la chasse aux migrant-e-s, contre l'occupation policière

- lundi 19 juin à 17h30 rassemblement devant la mairie du 5^{ème}

- mardi 20 juin à 18h rassemblement devant la mairie du 13^{ème}

- jeudi 22 juin conférence Turquie dans le 7^{ème}

- samedi 24 juin à 14h : Marche des Fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans de Paris et Île de France.

- du vendredi 23 au dimanche 25 juin : nous aurons un stand au festival Solidays, à Longchamp.

- vendredi 30 juin de 14h à 19h : 3^e édition de l'#AdmdTour, organisé par l'ADMD ([Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité](#)) et le Mouvement des Jeunes de l'ADMD, autour d'un bus exposition de 12 m et de différentes animations au sein d'un « Village-Départ ». Place de la République.

- samedi 1er juillet notre section tiendra un stand à la fête organisée par le Centre culturel Maison 13 solidaire sur la petite ceinture

La LDH soutient la sortie de "La Sociale" en DVD

Grâce à votre soutien, "La Sociale" a été vu par 160 000 citoyens et a contribué, à sa mesure, à défendre l'un de nos plus beaux conquits sociaux. La connaissance demeure notre meilleure arme et nous espérons que le film poursuivra son œuvre d'Éducation Populaire. N'hésitez pas à faire suivre l'info !